

# Une politique migratoire d'accueil...

Category: Anti-racisme, immigration  
écrit par jmfouquer | 6 octobre 2024

*Un collectif d'associations, de collectifs de personnes exilées, de collectivités accueillantes et de syndicats, vient de publier un communiqué. Il y fait part de son inquiétude par rapport aux projets du gouvernement sur l'immigration. Il dénonce l'obsession migratoire xénophobe et dangereuse. Il appelle à la vigilance et à la solidarité.*

## Pour une politique migratoire d'accueil et de solidarité

Par *collectif d'associations, collectifs de personnes exilées, collectivités accueillantes et syndicats*. Le 3 octobre 2024.

Nous, associations, collectifs de personnes exilées, collectivités accueillantes et syndicats, faisons part de notre vive préoccupation quant aux intentions du gouvernement Barnier en matière d'immigration. Après le feuilletton de la loi sur l'asile et l'immigration, nous nous opposerons à toute nouvelle dégradation des droits des personnes exilées en France et continuerons à défendre une politique migratoire d'accueil et de solidarité.

À peine nommé, le Gouvernement fait de l'immigration son cheval de bataille et multiplie les annonces outrancières et dangereuses. Le ministre de l'Intérieur a déjà annoncé réunir les préfets « des dix départements où il y a le plus de désordre migratoire pour leur demander d'expulser plus, de régulariser moins ».

Nous dénonçons cette représentation mensongère des

migrations : non, il n'y a pas de désordre migratoire, ni de crise migratoire. Nous assistons à une crise de l'accueil et de la solidarité, et une mise en danger des personnes exilées par des politiques de restriction et d'exclusion dont les gouvernements successifs se font les champions.

Collectivement, nous revendiquons la régularisation des personnes sans-papiers, la protection des mineur·e·s non accompagné·e·s, le respect de la dignité et des droits humains.

Le ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir remettre en cause l'Aide médicale de l'État (AME). La santé des personnes exilées est à nouveau instrumentalisée pour venir alimenter des considérations de politique migratoire.

Nous souhaitons rappeler que l'AME est un dispositif de santé, essentiel pour l'accès aux soins des personnes et qu'elle répond à des enjeux de santé publique. À ce titre, cette politique publique se décide au ministère de la Santé.

Nous nous inquiétons de voir nos gouvernant·e·s s'approprier la rhétorique d'extrême droite basée sur l'appel d'air et les dépenses incontrôlées, pourtant largement pourfendue par nombres d'études et rapports récents.

Enfin, nous alertons sur le fait qu'environ un quart des bénéficiaires de l'AME sont mineur·e·s, et qu'il est intolérable de vouloir priver des enfants de l'accès aux soins.

[...]

**Pour lire la suite du [communiqué et voir la liste des](#)**

[signataires...](#)